



La présidence française de l'Union Européenne doit permettre à l'Europe de lever les doutes de la COP 26 et de se donner les moyens concrets de son ambition climatique

Après quinze jours de négociations et un florilège d'annonces sur la déforestation, la fin des subventions aux énergies fossiles, la coopération sino-américaine, la coalition « *beyond oil and gas* » ou le pacte mondial sur le méthane, la COP 26 de Glasgow s'est conclue sur un accord en demi-teinte qui a fait dire au secrétaire général de l'ONU que « *la catastrophe climatique frappe toujours à la porte* ».

Si la volonté de faire reculer les énergies fossiles très carbonées a pour la première fois été mentionnée dans la déclaration finale d'une COP, il n'en reste pas moins que, sous la pression de certains pays, on ne parle plus de sortie du charbon mais simplement de réduction progressive. Malgré ce signal politique, la route risque donc d'être encore longue pour certains avant d'apprendre réellement à s'en passer alors que la France se l'est imposée.

Le climat est certes un combat de longue haleine mais pour tenir les objectifs annoncés en 2015 et limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, il faudrait absolument mettre en œuvre tous les engagements de baisse des émissions de CO₂, bien loin des trajectoires actuelles avec un fort rebond attendu en 2021. Les promesses faites en Écosse ne s'accompagnent en effet que de mécanismes très imparfaits pour astreindre les pays à les respecter, écornant ainsi la crédibilité des annonces qui y ont été faites.

Dès lors, la CFE Énergies était présente à Glasgow aux côtés de la société civile et du mouvement syndical international pour mettre la pression sur les dirigeants politiques. Il fallait en effet leur rappeler l'impératif d'une transition climatiquement efficace, soutenable économiquement mais aussi juste pour les salariés, ce qui exige une véritable coordination avec le monde du travail et les partenaires sociaux. Elle considère par ailleurs qu'il est temps de mettre fin à l'hypocrisie politique en matière climatique et donc de décider de mesures qui garantissent vraiment que tous les pays prennent leur juste part dans l'action climatique, y compris la Chine dont le rôle à Glasgow fut plus qu'ambigu. Cela suppose aussi d'établir un prix plancher au carbone ou une taxe mondiale sur le carbone.

C'est pourquoi, face aux insuffisances du paquet climat européen Fit for 55, la CFE Énergies défend une réforme ambitieuse du marché européen du carbone dit ETS, la mise en place d'un véritable mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Europe et une stratégie hydrogène européenne qui sorte de la sémantique verte et importatrice pour être davantage bas carbone et souveraine. Donner du corps et du concret à l'ambition climatique de l'Europe, c'est là l'un des principaux enjeux de la très prochaine présidence française de l'Union Européenne (UE).

Convaincue qu'il ne peut y avoir d'ambition climatique du Green Deal sans ambition sociale, la CFE Énergies demande au Gouvernement de défendre un fonds social climatique plus ambitieux que celui aujourd'hui proposé par la Commission qui doit cesser de croire que le marché va sauver le climat. Pire, il n'y aura pas de transition bas carbone juste sans de réels moyens d'action, au-delà des annonces générales et sans lendemain quant à l'avenir des salariés. Cela suppose un réel engagement politique en matière d'emplois et de transitions professionnelles, aujourd'hui angles morts de l'action politique et du dialogue social en Europe !

Enfin, alors que la Chine fait du clivage climatique Nord-Sud un vecteur de son rayonnement international et que la dépendance croissante en matériaux critiques pose de redoutables problèmes, l'Europe ne doit pas oublier que le défi climatique est aussi un défi géopolitique, comme les alliances nées à Glasgow l'ont démontré. Dès lors, la présidence française de l'UE doit garder l'autonomie stratégique européenne au cœur de l'agenda politique du prochain semestre et éviter de tomber dans les travers de l'irénisme géopolitique.

Contact presse : Alexandre GRILLAT – alexandre.grillat@cfe-energies.com